

LRD

L'investissement est un pont vers l'avenir

Il y a a priori deux façons de comprendre l'origine de la crise. Le Green New Deal Group, composé de neuf personnalités connues pour leurs compétences en écologie et/ou en économie au Royaume-Uni, résume la première : « Le secteur financier s'est comporté de façon non éthique, irresponsable, cupide et – parfois – frauduleuse. Les financiers ont emprunté et prêté quasiment sans limites, parié sans compter et profité massivement.

» Beaucoup ont, dans le secteur financier, trompé leurs confrères banquiers sur la solvabilité de leurs emprunteurs, sur la valeur de leurs actifs et l'étendue de leurs passifs, poursuivent les neuf coauteurs. Ils ont utilisé de faux comptes pour emprunter plus sur les marchés internationaux de capitaux, payé des cachets élevés à des agences de notation pour obtenir de fausses notes sur des actifs très douteux, puis utilisé ces notes pour convaincre des investisseurs, tels des fonds de pension, de les acheter. »

Obsession

L'auteur de *Prospérité sans croissance*, Tim Jackson, voit les choses d'un autre œil : « La crise économique n'est pas la conséquence de fautes professionnelles isolées commises dans certaines parties du secteur bancaire, écrit-il. Si irresponsabilité il y a eu, ce fut de façon systématique, une irresponsabilité avalisée par le sommet avec à l'esprit un objectif clair : la poursuite et la préservation de la croissance économique.

» L'impératif de la croissance a façonné l'architecture de l'économie moderne. Il a justifié les libertés accordées au secteur financier. Il est, au moins en partie, responsable de l'assouplissement des réglementations, de l'hyperextension du crédit et de la prolifération des produits dérivés ingérables (et instables). »

C'est donc l'obsession de la croissance qui a conduit au désastre. C'est elle qui a poussé à toutes les compromissions et à tous les abus. Elle qui a légitimé l'instrumentalisation et l'aliénation des êtres humains par la publicité et le crédit pour qu'ils consomment en dépit du bon sens. Elle aussi qui a nourri l'irresponsabilité des grandes entreprises et des banques, leur a ouvert toutes grandes les portes du pouvoir et, de façon plus générale, celles des paradis

fiscaux. Elle encore qui a conduit à nier les évidences qui dérangent, par exemple en matière de climat.

Réformes essentielles

Voilà pour le diagnostic. Mais face aux millions de chômeurs et aux risques d'implosion sociale, emportés par l'inertie du système et le poids des habitudes et des lobbys, faute de courage et de vision, les Etats n'ont pas changé de recette : ils ont misé sur des plans de relance tremplins d'un retour de la croissance. Pour tenir compte de l'écologie, ils ont « verdi » ces plans. C'est-à-dire qu'ils ont canalisé une partie de l'argent débloqué vers le soutien à des infrastructures économes en énergie.

Ces plans de relance « verts » sont toujours mieux à prendre que s'ils ne l'étaient pas. Mais ils ne sont verts qu'à la marge. Et dès lors que la logique est inchangée – vite ramener la croissance ! –, ils aggravent le mal et retardent une véritable reconversion de l'économie. Pour transformer structurellement l'économie de manière à éviter une nouvelle crise financière tout en tenant compte des paramètres social et écologique, il faut fournir un effort massif pour l'extirper de sa dépendance à l'égard de ressources qui se rétractent à vue d'œil.

Le but devrait être de revoir de fond en comble les fondements de la prospérité du XXI^e siècle. A cet égard, les Etats ont un rôle décisif à jouer. Ils sont la seule instance à pouvoir consacrer des sommes de nature à changer fondamentalement la donne. Mais de ce pouvoir, ils ne font pour l'instant aucun usage ou presque.

Les caisses sont vides ? Les déficits publics abyssaux ? Mais les sources de financement sont nombreuses : il est possible de taxer les marchés financiers, les vols internationaux, les superprofits des grandes entreprises, de supprimer les subventions aux énergies fossiles, de lancer des emprunts spécifiquement dédiés à la transformation de l'économie, etc. Dans l'Union européenne, une option est de mettre les quotas d'émissions aux enchères au lieu de les donner gratuitement aux entreprises.

Au niveau mondial, la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement pour-



raient jouer des rôles éminemment positifs... à condition de les réformer en profondeur. Bien sûr, il est aussi indispensable de « nettoyer » les marchés financiers.

Faute de telles réformes, les financeurs solidaires, pourtant marginaux à l'échelle des institutions financières, ont du mal à utiliser l'épargne que les particuliers concernés par les équilibres du monde leur confient. Globalement, la finance est incapable de proposer aux petits épargnants qui souhaitent ardemment préparer l'avenir collectif en même temps que celui de leur famille des opportunités pour placer leur argent avec un rendement satisfaisant et un risque acceptable, en pleine cohérence avec leurs aspirations écologiques et solidaires.

Coffre-fort à la Picsou

En 2010, la machine politique, économique et financière en place manque totalement de souffle et de grandeur. Médiocre, mesquine, elle se contente de maintenir son objectif ultime de générer des gains financiers. Elle continue d'utiliser l'argent essentiellement pour faire de l'argent – de plus en plus mal réparti. L'investissement est pourtant avant tout un pont entre le présent et l'avenir, entre les parents et leurs enfants et petits-enfants, entre la génération présente et celles qui vont suivre.

Dans vingt, trente, cinquante ans, les enfants d'aujourd'hui n'auront que faire d'une fortune entassée dans un coffre-fort à la Picsou au milieu d'une planète transformée en désert de béton et en dépotoir. Ils auront besoin d'écosystèmes revigorés, d'eau douce en abondance, de sols productifs, de forêts luxuriantes, de territoires fiers de leur indépendance énergétique glanée grâce aux énergies – renouvelables ! – indigènes, d'une société dans laquelle la force de production sera répartie de la façon la plus égalitaire possible.

A nous de préparer le terrain, de construire des institutions et d'élire des dirigeants à tous les échelons politiques et territoriaux qui feront advenir un tel monde. ■

spéculation
volatilité des marchés
destruction **BOURSE** **BONUS**
prédation
GLOBALISATION
marchés émergents
INJUSTICES

14

durabilité
PARTAGE
solidarité
EQUILIBRE
écologie
ETHIQUE
responsabilité

